

TRANSCRIPTION/TRANSCRIPTION

BRIEFING/MISE À JOUR

Transcription prepared by Media Q Inc. exclusively for Public Health Agency of Canada

Transcription préparée par Media Q Inc. exclusivement pour l'Agence de la santé publique du Canada

DATE/DATE : Le 27 mars 2020 16 h 30 (HE)

LOCATION/ENDROIT : Téléconférence

PRINCIPALS/PRINCIPAUX : Rhonda Crock, directrice générale, Centre des opérations de santé

SUBJECT/SUJET : L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) tient tous les jours une séance d'information technique sur la COVID-19 à l'intention des parlementaires.

Modératrice : Good afternoon and welcome to the technical briefing to Parliamentarians on the government's response to Covid 19. Joining us today are the following departments and agencies: Employment and Social Development Canada, Service Canada, Global Affairs Canada, Canada Border Services Agency, Agriculture and AgriFood Canada, Canada Revenue Agency, Correctional Services Canada, Immigration, Refugees and Citizenship Canada, Innovation Science and Economic Development, Public Safety Canada.

Bonjour et bienvenue à la séance d'information technique à l'intention des parlementaires sur la réponse du gouvernement à la COVID-19. Les ministères et organismes suivants se joignent à nous aujourd'hui : Emploi et Développement social Canada, Service Canada, Affaires mondiales Canada, Agence des services frontaliers du Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, Service correctionnel Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada et Sécurité publique Canada.

Please note callers will be permitted one question. We would ask that you keep the question to 60 seconds as there are many callers on the line who wish to have a chance to ask their question. Veuillez noter que vous pouvez poser une question à la fois. Nous vous demandons de limiter la question à environ 60 secondes, car il y a de nombreuses personnes en ligne qui souhaitent avoir la possibilité de poser leur question.

Please identify yourself and inform us which riding you represent. Veuillez vous identifier et nous préciser la circonscription que vous représentez. I would like to turn the meeting over to Ms. Rhonda Crock (ph), director general of the Health portfolio operations centre. J'aimerais maintenant céder la parole à madame Rhonda Crock,

directrice générale du Centre des opérations du portefeuille de la Santé. À vous la parole madame Crock.

Rhonda Crock : Merci Louise et merci tout le monde d'être ici aujourd'hui. Nous sommes très heureux de pouvoir fournir cette mise à jour aux parlementaires et aux sénateurs cet après-midi. Comme nous le faisons tous les jours, nous vous donnerons un bref aperçu de la situation actuelle en anglais et en français. Nous passerons ensuite aux questions. Je veillerai à diriger les bonnes questions vers nos partenaires qui sont en ligne.

As Dr. Njoo announced today at the press conference, globally there are over 530,000 cases of Covid 19. In Canada there are 4,043 cases and unfortunately 39 deaths. In regards to testing in Canada 165,000 people have been tested which is 65,000 people tested since Monday. Canada currently has one of the highest rates of testing in the world et maintenant en français.

Femme non identifiée : Bonjour. Tel qu'annoncé par le D^r Njoo aujourd'hui, il y a plus 530 000 cas de COVID-19 à l'échelle mondiale. Au Canada nous avons plus de 4 000 cas et 39 décès. De plus 165 000 personnes ont été testées, dont 65 000 depuis lundi. Le Canada a l'un des taux de tests le plus élevé du monde.

Rhonda Crock : Patrick, nous allons maintenant prendre la première question.

Téléphoniste : You may press *1 if you have a question. Vous pouvez appuyer *1 si vous désirez poser une question. La première question vient de Gerald Soroka.

Gerald Soroka : Gerald Soroka de la circonscription de Yellowhead. Ma question porte sur la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Les agriculteurs, en particulier, vivent des situations tout à fait particulières parce que, bien souvent, ils travaillent à la ferme, mais que maintenant leurs enfants reviennent parce que les écoles sont fermées, y a-t-il de l'argent disponible pour embaucher quelqu'un pour s'occuper de leurs enfants pendant qu'ils travaillent à la ferme?

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour votre question. Je cède la parole à nos collègues d'EDSC. Nous nous tournerons ensuite vers nos collègues du ministère de l'Agriculture pour voir s'ils ont quelque chose à ajouter. Chris, avez-vous quelque chose à répondre?

ESDC : Je pense que c'est un peu en dehors de la portée de la PCU, en ce sens que cette prestation s'adresse vraiment aux personnes qui ont gagné un revenu d'emploi d'au moins 5 000 \$ au cours des 12 mois précédents et qui ont été sans travail pendant 14 jours consécutifs au cours des quatre dernières

semaines. S'ils répondaient à ces critères, ils pourraient toujours y être admissibles. À part cela, il pourrait y avoir des subventions salariales auxquelles les agriculteurs pourraient avoir droit en dehors de la PCU.

Rhonda Crock : Merci beaucoup. Je vais demander à nos collègues du ministère de l'Agriculture s'ils ont quelque chose à ajouter.

Agriculture : J'ajouterai simplement que, comme je l'ai déjà mentionné dans le cadre de ces appels, compte tenu de ces circonstances uniques, nous continuons d'examiner d'autres possibilités, tout en comprenant que, particulièrement pour les agriculteurs, il y a d'autres types de problèmes que nous devons régler. J'espère avoir bientôt plus d'information sur d'autres mesures.

Téléphoniste : La prochaine question sera posée par Easter Wayne. Allez-y, je vous prie.

Wayne Easter : Wayne Easter, de la circonscription de Malpeque. Je suis d'accord avec la question qui vient d'être posée. Étant donné que je suis du côté du gouvernement, c'est une question que je vais soumettre à mes propres électeurs, mais il y a un autre problème qui se pose dans le secteur de l'agriculture. Il s'agit des deux semaines d'isolement pour les travailleurs étrangers temporaires.

Les agriculteurs sont extrêmement préoccupés par ce coût supplémentaire et par le fait de les isoler pendant deux semaines. Ils comprennent qu'il faut le faire. Cependant, les agriculteurs de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, et certains agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard nous disent qu'en raison de ce coût supplémentaire, ils envisagent de passer à des cultures de grande production comme le maïs et le soja et d'arrêter la production de légumes – carottes, oignons, choux.

Cela pourrait être un problème de sécurité alimentaire pour nous. Je ne crois pas que vous aurez une solution ici aujourd'hui. Je ne m'attends pas à ce que vous en ayez, mais à ce que vous en informiez Agriculture Canada. Cela deviendra un problème.

Rhonda Crock : Merci beaucoup d'avoir pris le temps de signaler cette situation. Je sais que, du côté de l'Agence de la santé publique du Canada, nous avons travaillé en étroite collaboration avec nos collègues pour mettre de l'avant des lignes directrices en matière de santé publique qui sont importantes pour contrôler la COVID-19 dans notre pays et nous comprenons que cela aura un impact du point de vue de l'agriculture. Je me demande, Steve, si vous avez quelque chose à dire à ce sujet.

Agriculture : Nous avons eu des conversations très régulières aussi bien avec l'industrie qu'avec nos homologues provinciaux et territoriaux, et nous sommes très conscients de la situation et de l'urgence qu'elle présente pour la période de semis et des serres. Comme je l'ai mentionné, nous travaillons avec l'ASPC, EDSC

et d'autres intervenants sur la question des travailleurs étrangers temporaires et, en plus de cela, comme je l'ai mentionné, d'autres possibilités et d'autres considérations sont envisagées pour l'agriculture.

Téléphoniste : La prochaine question nous vient de Heather McPherson. Allez-y, je vous prie.

Heather McPherson : Je suis la députée d'Edmonton Strathcona. J'ai beaucoup de questions, mais la question que j'aimerais poser aujourd'hui concerne le régime d'assurance-emploi. Ce que nous disent les gens qui tentent de se connecter au système à l'heure actuelle, c'est que soit le système plante, soit ils n'arrivent pas à ouvrir une session.

Aucune ligne téléphonique ne fonctionne. Nous savons qu'ils ont fermé les bureaux offrant des services en personne, ce qui est excellent pour la sécurité des travailleurs. Je me demande s'il y a un plan sur comment nous allons mettre un système téléphonique sur pied et pouvoir faire face à l'énorme assaut qui s'annonce.

Rhonda Crock : Merci beaucoup. Je vais laisser nos collègues d'EDSC répondre à cette question.

ESDC : Merci pour la question. Comme vous pouvez l'imaginer, nous faisons face à une quantité sans précédent de demandes au titre du régime d'assurance-emploi. Je doute qu'il ait été conçu pour traiter de tels volumes. Jusqu'à maintenant, les choses se sont bien passées. Cependant, nous reconnaissons qu'il y a des retards. Nous espérons que le nombre de mesures que nous avons annoncées encouragera les employeurs à conserver leurs travailleurs afin qu'ils n'aient pas besoin d'assurance-emploi.

Cela fait partie des avantages de la nouvelle PCU qui a été annoncée récemment. Nous examinons des stratégies d'atténuation. Jusqu'à maintenant, le système, même s'il est plus lent, fonctionne toujours et nous permet de nous assurer d'avoir les employés nécessaires disponibles pour traiter les demandes.

Téléphoniste : La prochaine question nous vient de Marc Dalton. Allez-y, je vous prie.

Marc Dalton : Marc Dalton, Pitt Meadows–Maple Ridge. Les étudiants universitaires qui ne sont pas mis à pied, mais qui ne peuvent pas obtenir d'emplois d'été seront-ils admissibles à la PCU? Deuxièmement, que se passe-t-il si ces étudiants ou d'autres personnes ont gagné les 5 000 \$ à l'étranger? Enfin, en ce qui concerne Affaires mondiales, pouvons-nous avoir une mise à jour sur le Pérou, les prochains vols? Le problème de partage des codes est-il résolu?

Rhonda Crock : Merci beaucoup. Je vais d'abord céder la parole à mes collègues d'EDSC et nous verrons ensuite si nos collègues de l'ARC ont quelque chose à ajouter. Je vérifierai ensuite si notre collègue d'Affaires mondiales s'est joint à nous. Ils n'étaient pas là au début de l'appel.

ESDC : Pourvu que les étudiants aient un revenu d'au moins 5 000 \$ en 2019 ou au cours des 12 mois précédant la date de la demande, ils sont toujours admissibles.

J'espère qu'ils ont eu une certaine expérience l'été précédent qui pourrait comptabiliser pour ce seuil de 5 000 \$. Il faudrait que ce soit de l'argent gagné au Canada. Ce dossier évolue rapidement. Nous espérons avoir de meilleures voies de communication sur des questions comme celle-ci à court terme.

Rhonda Crock : Merci beaucoup. Est-ce que nos collègues de l'ARC souhaitent ajouter quelque chose?

ARC : Je pense que cette explication reflète les paramètres du programme.

Rhonda Crock : Puis-je vérifier si Heather d'Affaires mondiales Canada s'est jointe à nous?

Heather Jeffrey : Je suis ici, désolée de m'être jointe à vous au tout début de l'appel et de ne pas m'annoncer. Pour le Pérou, nous avons terminé il y a environ une heure notre troisième vol. Environ 1 200 Canadiens, dont 300 de Cusco, sont maintenant rapatriés ou en vol pour revenir au Canada.

Nous avons trois autres vols en chaîne, donc mercredi, jeudi et samedi de la semaine prochaine il y aura 1 200 Canadiens de plus à bord de ces vols, et nous travaillons à continuer de déplacer des gens à l'intérieur du Pérou. Il s'agit d'un système de codage d'Air Canada. Nous avons donc établi un ordre de priorité pour tenir compte des plus vulnérables.

Ce sont des gens qui ont des problèmes de santé particuliers, des mineurs non accompagnés, d'autres qui ont des vulnérabilités particulières et qui sont priorisées par l'ambassade et les vols restants sont ouverts commercialement. Il n'est malheureusement pas possible d'avoir un code pour chaque personne, mais nous faisons de notre mieux dans le système pour accommoder les gens.

Le problème, c'est simplement le très grand nombre de Canadiens qui veulent tous revenir en même temps. Nous sommes donc convaincus que les trois vols supplémentaires que nous offrons nous permettront de rapatrier tout le monde. Nous espérons que cela réglera certains des problèmes de demande en ce qui concerne les codes.

Téléphoniste : Alexandre Boulerice posera la prochaine question. La parole est à vous.

Alexandre Boulerice : Juste une précision. Je n'étais pas certain. Est-ce qu'il y a un vol la semaine prochaine qui est prévu pour l'Inde, rapatrier les Canadiens qui sont pris là-bas en Inde? J'avais une question aussi sur le programme de la prestation d'urgence. Il y a des cas où on entend de plus en plus parler de gens qui, par exemple, étaient contractuels.

Prenons l'exemple des traducteurs qui touchaient de 60 % à 80 % de leur revenu de leur travail de traduction à forfait, puis ils avaient peut-être un autre emploi à temps partiel, par exemple, dans une épicerie.

Ces emplois-là sont maintenus. Donc ils n'ont pas zéro revenu. Ils ont encore un revenu, mais un revenu qui n'est pas suffisant pour payer le loyer puis l'épicerie, mais ils ne sont pas non plus admissibles à la prestation d'urgence. Qu'est-ce qui arrive avec ces gens-là qui sont dans cette situation assez unique? Il y en a plus qu'on pense, et puis, oui, mon détail sur la question de savoir s'il y a un vol prévu pour l'Inde.

Rhonda Crock : Merci pour la question. Premièrement Heather, avez-vous une réponse?

Heather Jeffrey : En ce qui concerne l'Inde, nous travaillons très fort dans les négociations avec le gouvernement indien. Comme vous le savez, Air Canada se sert habituellement de l'Inde comme plaque tournante pour ses vols, mais elle n'offrira plus de vols pour ce pays. Nous travaillons donc avec d'autres transporteurs et le gouvernement indien.

Nous espérons être très bientôt en mesure de confirmer d'autres vols, mais ces négociations sont toujours en cours étant donné que c'est le gouvernement indien qui a complètement fermé son espace aérien. Les discussions sont en cours, mais nous travaillons très fort là-dessus en priorité. Nous savons très bien que de nombreux Canadiens cherchent à quitter le pays. Vous pouvez être certain que c'est notre priorité absolue et que nous continuons à y travailler. Nous espérons avoir quelque chose à annoncer bientôt.

Rhonda Crock : Merci Heather et pour la deuxième question, Chris?

EDSC : Merci pour la question. Oui ce n'est pas – on a essayé de créer une prestation accessible au plus de personnes possible. Malheureusement il y a peut-être des personnes qui ne peuvent pas avoir accès à ce programme-là, mais on a essayé de créer une prestation assortie de critères d'admissibilité souples. Mais peut-être on aura d'autres programmes aussi à l'avenir.

Téléphoniste :
Pau Manly. Allez-y, je vous prie.

La prochaine question nous vient de

Paul Manly : Je suis le commissaire de Nanaimo Ladysmith. Juste deux ou trois choses. Un de mes électeurs travaille pour une entreprise qui produit des masques N95 en série en ce moment et qui les vend aux États-Unis, mais il essaie de trouver un endroit où il peut communiquer avec le gouvernement canadien pour trouver des acheteurs ici.

Si vous pouvez me donner cette information, ce serait excellent. J'ai une question au sujet des municipalités. Aussi bien les petites entreprises que les propriétaires leur demandent de reporter le paiement des taxes. Les entreprises demandent non seulement un report de l'impôt foncier, mais aussi des reports pour des choses comme les coûts d'infrastructure de la ville, par exemple l'eau, les eaux usées et les déchets, ces frais fixes.

Beaucoup d'entreprises de ma collectivité ont fermé leurs portes, alors je me demande s'il y a un programme pour les municipalités ou si elles peuvent faire quelque chose avec la taxe sur l'essence pour utiliser ces fonds-là ailleurs ou s'il y aura un afflux d'argent pour elles.

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour votre question. Je vais adresser votre première question à nos partenaires d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, et nous la passerons ensuite à nos partenaires de l'Agence du revenu du Canada.

ISDE : En ce qui concerne les offres que SPAC a établies sur son site Web, achatsetventes.gc.ca, il y a un lien qui permet aux entreprises qui souhaitent vendre dans la trousse de réponse à la COVID-19 de partager leurs informations, ce qu'elles produisent et ce qu'elles sont prêtes à offrir.

Ils peuvent le faire à l'aide du lien sur achatsetventes.gc.ca. Les entreprises qui sont des fabricants et qui souhaitent offrir leur soutien peuvent également consulter le site Web d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, où le ministère, par l'entremise du ministre, a lancé un appel aux armes pour que les fabricants offrent leur soutien. C'est disponible sur le site Web d'ISDE à ic.gc.ca.

ARC : En ce qui concerne les taxes municipales, l'Agence du revenu du Canada n'administre pas les taxes municipales et je ne suis pas au courant d'un programme particulier de soutien financier aux municipalités à l'heure actuelle.

Téléphoniste :
Allez-y, je vous prie.

La prochaine question vient de Ken Hardie.

Ken Hardie : Merci beaucoup. J'ai reçu une demande d'une personne qui travaille à la Bourse de croissance TSX. Il ne s'agit pas du pipeline Trans Mountain, soit dit en passant. C'est la Bourse de croissance à Vancouver. Cette personne craint qu'il y ait un soutien inéquitable pour les entreprises privées qui sont admissibles au soutien annoncé par le gouvernement, alors que les entreprises publiques ne le sont pas. Je me demande si quelqu'un peut clarifier cette question.

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour votre question. Je vais demander à nos collègues d'EDSC de répondre.

ESDC : Je ne suis pas certain de pouvoir répondre à cette question. Nous examinons le secteur sans but lucratif avec la série de programmes que nous offrons, mais au bout du compte, les programmes que nous offrons visent principalement à aider les travailleurs ou les personnes aux prises avec le chômage.

Ken Hardie : D'accord, mais bien sûr, nous parlons maintenant, par exemple, des subventions salariales, etc., et on croit, ou c'est la perception, que de toute façon les avantages iront aux sociétés privées, alors que les sociétés cotées en bourse et qui ont des actionnaires ne seront pas admissibles aux mêmes prestations que les sociétés privées. Je me demande si quelqu'un peut prendre le temps de préparer une réponse.

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour votre question. Nous avons pris note de cette demande. Merci beaucoup. Patrick, la question suivante, s'il vous plaît.

Téléphoniste : Carol Hughes posera la prochaine question. Allez-y, je vous prie.

Carol Hughes : Merci beaucoup. Je suis sûr que cela n'a pas été facile pour tout le monde là-bas. Mes questions portent essentiellement sur l'assurance-emploi. À l'instar d'Alexandre Boulerice, nous avons des retraités qui ont un deuxième emploi parce qu'ils doivent toujours payer leur hypothèque. Ils ont encore des paiements de voiture et ce genre de choses.

Ils se retrouvent sans travail, et la question est de savoir s'ils peuvent avoir accès aux 2 000 \$. Je sais que certains d'entre eux pourraient avoir accès à l'assurance-emploi, mais encore une fois, il leur serait beaucoup plus facile d'avoir accès aux 2 000 \$. S'ils doivent toucher des prestations d'assurance-emploi, serait-il possible de supprimer complètement le délai de carence d'une semaine pour ne pas les taxer plus que c'est déjà le cas?

L'autre question porte sur les prolongations pour les prestataires de l'assurance-emploi et qui sont sur le point d'expirer. Cela sera-t-il prolongé? La seule autre question que je

voulais poser concerne les organismes sans but lucratif, à savoir s'ils seront en mesure d'accéder aux initiatives commerciales présentées aujourd'hui.

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour ces questions. Je vais d'abord m'adresser à nos collègues d'EDSC et je ferai un suivi si nos collègues de l'ARC ont d'autres commentaires.

ESDC : Je vais essayer de répondre à la première question. De la façon dont la prestation canadienne d'urgence est conçue, les gens doivent être sans emploi ou sans travail autonome pendant au moins 14 jours consécutifs au cours d'une période de 14 semaines et cette période sans emploi doit être liée à la COVID-19.

Nous essayons de garder le seuil bas pour que le plus de gens possible puissent en profiter. Si vos demandes d'assurance-emploi devaient cesser ou arriver à terme, vous pourriez quand même présenter une demande de prestations en supposant que vous répondez toujours aux critères, soit 5 000 \$ de gains, que vous avez 15 ans et que vous êtes incapable de travailler en raison de la COVID-19.

Rhonda Crock : Merci beaucoup. Nos collègues de l'ARC ont-ils quelque chose à ajouter?

ARC : Pas à ce moment-ci.

Téléphoniste : La prochaine question vient de James Cumming.

James Cumming : James Cumming, Edmonton-Centre. Je me pose des questions, et cela s'adresse probablement à plusieurs ministères, concernant les personnes qui ont voyagé et, en particulier, les retraités migrants qui sont allés aux États-Unis et qui sont très près ou qui pourraient dépasser leur exigence de résidence de six mois, leurs droits aux soins de santé et tous les éléments qui entrent dans cette catégorie.

Y a-t-il eu des discussions au sujet d'une prolongation ou de la négociation d'une prolongation de cette période étant donné que certains d'entre eux ne se sentent pas en sécurité pour revenir au Canada ou, dans certains cas, sont dans l'impossibilité de voyager.

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour votre question. Je pense que nous nous demandons tous qui est le mieux placé pour répondre à cette question. Vous avez pensé à juste titre que cela pourrait toucher quelques personnes. Je vais ouvrir la ligne pour voir si mes collègues ont quelque chose à ajouter pour répondre à cette question.

Sinon, je vais dire que vous avez là une excellente question. Nous en avons pris note. Je m'excuse de ne pas pouvoir vous répondre, mais vous avez soulevé une excellente question. Patrick, la question suivante, s'il vous plaît.

Téléphoniste : La prochaine question sera posée par Laurel Collins. Allez-y.

Laurel Collins : Ma question porte sur la PCU. Les personnes admissibles qui gagnaient plus de 5 000 \$ l'année précédente et qui reçoivent des prestations d'invalidité, ils ont travaillé. En Colombie-Britannique, ils peuvent travailler jusqu'à – gagner jusqu'à 1 000 \$ par mois sans que cette somme ne soit récupérée par les impôts. Mais maintenant, cet emploi, ces 1 000 \$ par mois qu'ils gagnaient, ils ne l'auront plus, car ils ne peuvent plus travailler à cause de la COVID-19.

Je suis curieux de savoir, étant donné qu'ils ne recevront toujours qu'un très petit montant d'aide aux personnes handicapées, pas assez pour vivre sans les 1 000 \$ qu'ils gagnaient, s'ils sont admissibles?

Je veux aussi confirmer ce qu'il en est pour les gens qui gagnaient 5 000 \$ par année et qui étaient peut-être des entrepreneurs indépendants et qui ne sont donc pas admissibles à l'assurance-emploi. Ils n'ont pas perdu leur emploi à cause de la COVID-19, mais ils ont peut-être perdu des contrats en novembre ou quelque chose du genre, et ils cherchent donc du travail maintenant. Comme ils ne peuvent rien trouver maintenant à cause de la COVID-19, je veux m'assurer qu'ils sont admissibles.

Rhonda Crock : Merci beaucoup. Je vais céder la parole à Chris d'EDSC.

ESDC : Merci pour la question. Les critères pour cette prestation sont assez bas. Si les gens étaient des entrepreneurs et qu'ils gagnaient 5 000 \$, et je suis vraiment désolé, j'ai oublié la première question, si vous pouviez me le rappeler.

Téléphoniste : Un instant, s'il vous plaît.

Laurel Collins : (voix hors microphone) qui étaient bénéficiaires de l'aide aux personnes handicapées et qui travaillaient. Ils gagnaient 1 000 \$ par mois, plus les prestations d'invalidité qu'ils touchent, mais maintenant, ils ont perdu leur emploi et ne peuvent pas vivre sans ces 1 000 \$ qu'ils gagnaient, mais ils reçoivent quand même une petite partie de l'aide aux personnes handicapées, qu'ils le soient ou non – je suppose que c'est une question globale. Est-ce que les 2 000 \$ s'appliquent quand les gens n'ont aucun revenu? Si une personne a perdu la moitié de ses contrats de travail, est-elle admissible à une partie de ces 2 000 \$?

ESDC : Merci du rappel. C'est : vous devez être sans emploi ou sans travail à votre compte pendant 14 jours consécutifs au cours d'une période de quatre semaines pour une raison liée à la COVID-19. Je sais qu'il y a beaucoup de questions à ce sujet. C'est un sujet très changeant. Je ne peux pas vous répondre avec certitude au sujet de l'invalidité. J'aurais du mal à imaginer que quiconque serait pénalisé pour cela, compte tenu des circonstances. C'est une question que je vais examiner et régler après cette réunion.

Rhonda Crock : Merci beaucoup. Patrick, merci d'avoir ouvert la ligne pour permettre de répéter la question. Je sais qu'il est 17 heures, mais je pense que nous allons poser quelques questions de plus. Patrick, à vous.

Téléphoniste : La prochaine question sera posée par Tamara Jansen. Allez-y!

Tamara Jansen : Ici Tamara Jansen de Cloverdale–Langley City. Je veux juste dire rapidement que j'espère avoir une réponse à ma question d'hier sur la stabilité du secteur agricole. Je n'entends personne dire qu'ils en feront une question prioritaire alors que les producteurs saisonniers doivent jeter des produits.

Ce que je veux savoir concerne la situation au Népal. Je crois savoir que le Népal a fermé ses vols jusqu'au 31 mars. Je veux savoir si le gouvernement canadien a pris des dispositions avec Air Canada et négocié avec les autorités népalaises pour sortir les Canadiens du Népal. J'ai là un groupe de 60 personnes. L'un d'entre eux est un de mes électeurs.

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour votre question. Je vais d'abord m'adresser à nos partenaires d'Affaires mondiales Canada. Je vérifierai ensuite auprès des gens d'Agriculture et Agroalimentaire Canada s'ils ont des commentaires à faire sur la question de la stabilité agricole que vous avez soulevée. Heather, vous avez la parole.

Heather Jeffery : En réalité, oui, nous suivons les Canadiens au Népal. Nous espérons que cela fera partie des dispositions que nous prenons avec les Canadiens en Inde dans le but de regrouper ces voyageurs. Ils feraient partie de l'effort de rapatriement. Ils sont effectivement sur notre écran radar et font partie de notre planification. Nous n'avons pas encore de date à confirmer, mais soyez assurés qu'ils figurent sur notre écran radar et en tête de notre liste de planification.

Rhonda Crock : Merci beaucoup. Steve, je me demande si vous avez des commentaires à faire au sujet de la stabilité agricole.

Agriculture : Je n'ai rien à ajouter à ce stade-ci, si ce n'est de réitérer que nous comprenons les systèmes et les programmes actuellement en place.

Nous avons des moyens d'envisager d'autres possibilités compte tenu des circonstances uniques dans lesquelles nous nous trouvons actuellement et elles sont en cours d'élaboration.

Rhonda Crock : Merci Steve. Patrick, la question suivante, s'il vous plaît.

Téléphoniste : La prochaine question vient de Dan Mazier. Allez-y, je vous prie.

Dan Mazier : Bonjour, monsieur Dan Mazier, député de Dauphin Swan River Neepawa au Manitoba. J'ai trois questions, dont une concernant les camionneurs qui traversent la frontière. Comment sont-ils contrôlés? Ils viennent dans notre circonscription pour apporter du maïs comme produits bruts dans les silos, des silos primaires qui finissent par livrer directement aux épiceries.

Je me demande comment ils sont contrôlés par les inspecteurs des viandes de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Nous avons une usine de transformation dans la circonscription et ils manquent constamment de personnel, c'est le moins qu'on puisse dire. Ce que nous constatons dans les usines d'emballage, c'est qu'elles sont en fait plus occupées que la normale en raison des interruptions de la chaîne d'approvisionnement.

Je me demande qui s'occupe de cela et s'assure qu'il y a suffisamment de personnel pour répondre à la demande accrue. Ensuite, le bureau des Services d'emploi ferme ses portes. J'ai deux petites villes dans lesquelles ils ont fermé leurs portes, surtout celle de Dauphin. Ces bureaux sont surtout utilisés localement par les personnes âgées et les gens de ce genre.

Ce sont des bureaux plus occupés. Beaucoup de gens les utilisent pour avoir accès à Internet afin de pouvoir faire des demandes. Est-il possible de trouver des solutions locales à ces fermetures pour que les services puissent être offerts ou accessibles au niveau local? À qui devrais-je m'adresser pour qu'on y ait de nouveau accès?

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour vos questions. Je vais répondre à la question concernant l'ACIA au sujet des inspecteurs des viandes pour dire que, malheureusement, nous n'avons personne de l'ACIA en ligne, mais nous avons pris note de la préoccupation que vous avez soulevée. En ce qui concerne la frontière et les camionneurs, je vais céder la parole à nos collègues de l'Agence des services frontaliers du Canada. Calvin, êtes-vous en ligne?

Calvin Christensen : Oui. Bonjour, Calvin Christensen, de l'Agence des services frontaliers du Canada. Merci de votre question. Il n'y a pas beaucoup de camionneurs qui traversent la frontière. Le trafic de camions a diminué à divers degrés partout au pays, mais pas beaucoup.

Comme vous l'avez dit, il y a des gens qui traversent la frontière avec des chargements et qui se rendent ensuite à l'intérieur des terres pour décharger. Au cours des derniers jours, nous avons remarqué un certain nombre de conducteurs canadiens qui se sont déclarés malades à leur retour.

Ce que nous faisons, c'est que nous leur posons des questions de base pour savoir comme ils se sentent, s'ils ont de la difficulté à respirer ou s'ils ont l'impression d'avoir de la fièvre. Nous avons aiguillé les personnes qui répondent par l'affirmative et nous avons fait notre possible pour décharger leur chargement, puis ils ont discuté avec un agent de quarantaine de l'Agence de la santé publique du Canada.

Dans les cas où ils étaient malades, on leur avait dit de rentrer chez eux et de se placer en isolement. Dans quelques cas, les chauffeurs ont été emmenés par ambulance d'un point d'entrée à des installations médicales à proximité. Nous surveillons donc la situation de près. En plus de cela, en posant cette question, nous leur donnons également une brochure d'information sur la COVID-19, les symptômes qu'il faut surveiller et ce que signifie l'isolement volontaire.

J'ai vu des lignes directrices dans différents secteurs, y compris dans le volet postal, avec des recommandations aux gens – comme nous avons envoyé des documents à l'industrie du camionnage pour parler de la façon de traiter avec les agents de l'ASFC à la frontière. Ils portent des gants quand ils échangent des documents avec nous. Ils gardent leur cabine propre en tout le temps, des choses comme ça.

Des recommandations ou des directives ont été données à l'industrie du camionnage et aux camionneurs. Ils devraient porter des gants et, dans certains cas, s'ils ne se sentent pas bien, s'assurer de le signaler immédiatement et de se retirer du circuit.

C'est là où nous en sommes et, comme je l'ai dit, nous avons eu beaucoup d'expérience avec les camionneurs, surtout au cours de la dernière semaine. Les entrées commerciales sont pour la plupart encore très achalandées et, à cause de cela, elles sont exposées quand elles se trouvent dans différentes régions des États-Unis et peut-être aussi au Canada.

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour votre question. Je vais laisser nos collègues d'EDSC répondre à la question concernant l'assurance-emploi.

Chris d'EDSC : Je ne sais pas si quelqu'un de Service Canada est en ligne, mais je pense que la question concerne la fermeture des sites de Service Canada. C'est quelque chose de très récent. Nous examinons différentes stratégies d'atténuation, car nous sommes conscients qu'ils offrent des services essentiels dans les collectivités, surtout les petites collectivités, comme vous l'avez mentionné. Je n'ai pas de réponse à vous donner aujourd'hui, mais c'est un problème que nous

examinons constamment pour savoir comment continuer à offrir certains de ces services dont les gens dépendent.

Rhonda Crock : Merci beaucoup Chris. Malheureusement, nous n'avons personne en ligne aujourd'hui de Service Canada pour continuer à développer le sujet. Patrick, nous allons prendre quelques questions de plus. La prochaine question s'il vous plaît.

Téléphoniste : La prochaine question vient de Elizabeth May. Allez-y, je vous prie.

Elizabeth May : Merci beaucoup. J'ai quelques questions à poser. Je vais essayer de les poser rapidement. Une question pour savoir ce que nous devons faire au sujet des étudiants étrangers qui sont autorisés à rester au Canada, mais qui n'ont pas la capacité de gagner un revenu à l'heure actuelle et qui ne sont pas canadiens, je ne pense pas qu'ils seront admissibles au critère de 5 000 \$ même s'ils avaient 5 000 \$ l'an dernier.

D'un autre côté, nous avons des étudiants qui n'ont pas gagné 5 000 \$ l'an dernier et nous en avons discuté. Je sais que vous allez essayer d'interpréter les règles de manière souple, mais vous aurez peut-être besoin d'une catégorie pour les jeunes.

Ma suggestion concerne les étudiants étrangers et les Canadiens qui ont peut-être occupé un emploi à temps partiel l'été dernier, mais qui n'ont quand même pas gagné 5 000 \$, et il est clair qu'ils ne pourront pas entrer sur le marché du travail cet été.

S'agit-il d'une catégorie d'aide différente pour les jeunes et les étudiants, qu'il s'agisse d'étudiants étrangers ou de ceux qui sont incapables de trouver un emploi d'été? Si je peux poser une autre question très rapidement, est-ce que nous faisons quelque chose pour que les banques, le gouvernement exerce-t-il des pressions sur les banques, pour qu'elles réduisent les taux hypothécaires, même en cette période où d'autres mesures d'allègement s'appliquent?

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour ces importantes questions. Nous n'avons personne de Finances Canada en ligne aujourd'hui. Nous avons pris note de vos questions et je vais céder la parole à notre collègue d'EDSC.

Chris d'EDSC : Merci pour la question. Nous examinons toujours, dans le cadre des paramètres du programme d'emploi pour les jeunes, la meilleure façon de soutenir les étudiants pendant cette période. Nous sommes aussi conscients de l'impact que cela aura sur leur emploi d'été et peut-être aussi l'impact potentiel d'un retour aux études à l'automne.

Ils comptent souvent sur l'argent qu'ils gagnent grâce aux emplois d'été pour payer leurs études. Nous avons – nous y travaillons toujours dans le cadre du programme et nous examinons différentes solutions et possibilités qui pourraient nous aider.

Rhonda Crock : Merci beaucoup, et nous prendrons une autre question, s'il vous plaît.

Téléphoniste : La prochaine question nous vient de Mike Lake. Allez-y, je vous prie.

Hon. Mike Lake : Merci. Je vais changer de sujet par rapport aux questions que j'ai déjà posées, mais si quelqu'un veut donner son avis sur le suivi, le dépistage et les tests de façon un peu plus détaillée, ce serait formidable. Je veux continuer en pensant à la logistique. Comme tous les autres participants à l'appel, j'ai eu affaire à des gens qui voyagent. Je pense notamment à un groupe de 13 personnes, par exemple, en Afrique du Sud, qui essaient de rentrer chez elles et pour lesquelles il n'y a pas de vol.

Ils ont rencontré par hasard une personne du Haut-Commissariat à un moment donné à l'aéroport pendant qu'ils essayaient d'en trouver un et ils ont obtenu leur carte. Cela semble un peu aléatoire. Je me demande s'il ne pourrait pas y avoir une approche qui permettrait à tous nos électeurs d'avoir une personne-ressource en ce qui concerne les personnes qui sont à l'extérieur du pays, un point de contact unique qui s'occupe d'eux et avec qui ils savent qu'ils peuvent communiquer pour obtenir des mises à jour, ce qui allégerait beaucoup la pression dans nos bureaux.

Ce serait une chose sur le plan logistique. Deuxièmement, j'ai profité hier de l'occasion pour appeler la ligne 1-833-784-4397, la ligne d'information sur le coronavirus du Canada, qui est ouverte de 7 heures à minuit. Je ne savais même pas que cette ligne existait avant-hier, j'ai téléphoné et j'ai écouté le message.

En ce qui concerne les inefficacités, on vous demande d'appuyer sur un pour l'anglais, et sur deux pour le français, puis on a quelques minutes de messages qui alternent entre l'anglais et le français. Nous pourrions certainement être plus efficaces que cela. Enfin, à la fin du message enregistré, ils mentionnent si vous avez un besoin urgent d'appeler le 911. Je pense que cela devrait être au début de l'appel.

Le numéro en soi semble un excellent modèle. Il semble que pour tout notre personnel complètement débordé, le personnel des bureaux de circonscription, si nous pouvions diriger les électeurs, diriger les Canadiens vers un seul point de contact comme celui-là, où tout le monde qui répond au téléphone est un expert sur la façon de les envoyer à partir de ce moment-là, je pense que cela rendrait tout notre système plus efficace.

La question qui se poserait serait de savoir s'il y a une pensée, s'il existe quelque chose, comme un centre des opérations canadien de la COVID, une sorte de centre de crise entièrement axé sur la logistique de cet effort et sur ce point centralisé dont tous les intervenants du pays peuvent profiter.

Rhonda Crock : Merci beaucoup pour vos questions. Je vais commencer par une brève mise à jour, comme vous me permettez de le faire avec votre question sur les tests. Je n'ai pas grand-chose d'autre à vous dire, mais je tiens à vous mentionner que nous sommes en train d'effectuer des tests de validation sur un éventuel test au point de service.

J'ai mentionné hier qu'un test de dépistage au point de service changera un peu la donne pour ce qui est d'assurer l'accessibilité aux tests et d'accélérer le délai à l'intérieur duquel les gens subissent le test et obtiennent ensuite leurs résultats. Nous sommes en train d'en valider un et nous espérons pouvoir le mettre sur le marché canadien le plus rapidement possible.

Pour ce qui est d'un point de contact unique, je pense que nous avons pris note de ce commentaire et de votre expérience à ce sujet. Il existe une cellule de crise, si vous voulez, qui relève de notre groupe de la Sécurité publique au sein du gouvernement fédéral. Je ne suis pas certain que ce soit exactement ce dont vous parliez, c'est-à-dire la logistique et la coordination des communications avec les Canadiens.

Mais je vais demander à mes collègues de la Sécurité publique pour voir s'ils veulent fournir des renseignements à ce sujet. Je vais ensuite céder la parole à mes collègues d'Affaires mondiales Canada en réponse à votre précédente question. Sécurité publique, êtes-vous en ligne? Craig est-il avec nous?

Je ne m'adresserai donc pas à Craig, mais je tiens à souligner qu'il y a un centre des opérations gouvernementales qui est activé et qui sert de point central où tous les ministères travaillent avec nos diverses interventions liées à la COVID. Il est à espérer que si la Sécurité publique Canada est sur la ligne lors du prochain appel, elle pourra y répondre. Pour votre question sur les voyageurs, je vais de nouveau m'adresser à Heather, d'Affaires mondiales Canada.

Heather Jeffrey : Bonjour! Comme vous le savez, nous avons un centre de surveillance et d'intervention 24 heures sur 24. Il s'agit d'une seule ligne téléphonique sans frais. Il est également possible de le joindre par courriel à sos@international.gc.ca. Je signalerai généralement aux gens tous les numéros de téléphone, y compris ceux de nos ambassades dans des pays précis comme l'Afrique du Sud, qui sont affichés sur le site Web voyage.gc.ca.

Dans un monde idéal, nous aurions une personne en particulier qui peut répondre aux appels de différents Canadiens, mais nous avons un horaire de quarts de travail 24 heures sur 24, sept jours sur sept, de sorte que nous avons des centaines d'agents

consulaires qui passent par nos centres de surveillance ici chaque jour. C'est aussi le cas pour nos missions à l'étranger, il n'est donc pas possible d'avoir une seule personne comme gestionnaire de cas.

Mais nous travaillons tous à partir d'un système commun de gestion des cas, de sorte que lorsqu'ils entrent en contact avec un agent consulaire et qu'ils ouvrent un dossier pour les Canadiens, tous leurs renseignements sont là, et la prochaine personne qui reçoit un appel de leur part peut également consulter ce dossier et fournir (inaudible).

C'est le système sur lequel nous travaillons en ce moment pour essayer d'offrir le meilleur accès possible au plus grand nombre de personnes, étant donné que nous recevons des milliers et des milliers d'appels tous les jours.

Nous prenons note de votre remarque. Nous essayons de le faire dans le cas de catastrophes à plus petite échelle, mais dans un contexte mondial où chaque pays intervient en même temps, y compris ici, à l'administration centrale, nous avons dû centraliser cela dans les numéros sans frais qui sont disponibles ici au Canada et à l'étranger.

Rhonda Crock : Merci beaucoup. Sur ce, nous allons clore l'appel. Je tiens à remercier tous ceux qui ont pris le temps de se joindre à nous aujourd'hui. Nous apprécions vraiment le travail que vous faites au nom de vos électeurs pour soulever des questions importantes à la table. Nous sommes également très heureux d'avoir la possibilité de répondre à ces questions du mieux que nous le pouvons.

Certains de nos collègues nous ont peut-être quittés parce que nous avons un peu dépassé notre demi-heure, mais j'espère que cette tribune continuera de servir son objectif, qui est de fournir des renseignements opportuns aux parlementaires et aux sénateurs sur la situation entourant la COVID.

Encore une fois, je tiens à remercier mes collègues des autres ministères qui ont pu être en ligne aujourd'hui et j'encourage tout le monde à continuer de suivre toutes les grandes lignes directrices en matière de santé publique qui sont publiées et à assurer la sécurité, la santé et le bien-être. Merci beaucoup.

Téléphoniste : Thank you, merci. The conference has now ended. La téléconférence est maintenant terminée. Please disconnect your lines at this time. Veuillez maintenant vous déconnecter. Thank you for your participation. Nous vous remercions de votre participation.